Mohamed Mahdi ed., Mutations sociales et réorganisation des espaces steppiques

. Casablanca, Naja Al Jadida et Paris, Ibis Press, 2002, 263 p.

Jean-Pierre Darré

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8038>

DOI : [10.4000/etudesrurales.8038](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8038)

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2003

Référence électronique

Jean-Pierre Darré, « Mohamed Mahdi ed., Mutations sociales et réorganisation des espaces steppiques », *Études rurales* [En ligne], 167-168 | 2003, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8038> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8038>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Mohamed Mahdi ed., Mutations sociales et réorganisation des espaces steppiques

. Casablanca, Naja Al Jadida et Paris, Ibis Press, 2002, 263 p.

Jean-Pierre Darré

Mohamed Mahdi ed., *Mutations sociales et réorganisation des espaces steppiques*. Casablanca, Naja Al Jadida et Paris, Ibis Press, 2002, 263 p.

- 1 Ce livre est le produit de recherches conduites durant plusieurs années par des chercheurs et des étudiants marocains et français, sous la direction de M. Mahdi, et J.-P. Chassany. À partir d'une situation typique de région aride, les descriptions et les analyses proposées sont exemplaires car elles posent les questions qui concernent tous ceux qui ont à intervenir dans la gestion des affaires agricoles d'une région : hommes politiques, organismes internationaux, organisations de développement ou chercheurs scientifiques. Ces questions sont liées en particulier aux effets en retour que produisent, sur les systèmes sociaux, les changements des formes de production agricoles et des modes de relation entre les sociétés agricoles et des milieux urbains. Environ un dixième de terres de la région de Missour sont consacrées à l'agriculture (arbres fruitiers, oliviers, céréales, maraîchage et fourrages) en particulier dans les oasis, où vivent aujourd'hui la grande majorité des agriculteurs. La steppe est principalement une terre collective de parcours pour des troupeaux en majorité ovins et caprins.
- 2 Les chapitres que comporte l'ouvrage portent sur les divers aspects des transformations sociales et des modes de production que M. Mahdi, dans le chapitre d'ouverture, énonce en cinq points : 1) la paupérisation et l'exclusion progressive des petits éleveurs ; 2) les transformations des formes d'élevage, à savoir le passage d'une production à forte dominante vivrière à des activités orientées vers le marché ainsi que

les conséquences dans la sphère des normes sociales ; 3) le transfert du bétail au profit de gros éleveurs, avec d'autre part l'émergence d'un véritable « élevage de ville » (dans l'agglomération de Missour) ; 4) les enjeux relatifs au foncier collectif, soumis à des exigences de privatisation, alors que les structures collectives, au niveau des douars, sont dessaisies de leur gestion ; 5) l'émergence de nouveaux acteurs, femmes, jeunes, jeunes diplômés, et leur rôle notamment dans les relations avec les milieux urbains et les pluriactivités », au sens de Weber, c'est-à-dire en cherchant à comprendre comment les éleveurs, les diplômés chômeurs ou les femmes conçoivent les choses et les événements. M. Mahdi, dans un chapitre intitulé « Du nomadisme aux nouvelles formes d'élevage », propose un tableau d'ensemble de ce que les éleveurs, comme les chercheurs ou les agents de développement désignent comme « la crise du nomadisme ». Les bergers vivant sous la tente ont presque disparu : « On ne se déplace plus, dit un éleveur. Chacun choisit un emplacement, y élève une baraque et se fixe. » La sécheresse, qui a appauvri les pâturages, est invoquée au premier chef : « Tout le problème est celui de l'alimentation. » Mais M. Mahdi, comme d'autres contributeurs de l'ouvrage, tel Pierre Bonte à propos de la Mauritanie et du Sénégal, affirme que la sécheresse n'est pas seule en cause. D'autres facteurs interviennent, notamment la pénibilité du mode de vie que ressentent les jeunes, le très faible niveau du rendement économique des petits élevages, incompatible avec les exigences actuelles de renouvellement et de reproduction de la force de travail familiale, ainsi que le dépérissement des pactes pastoraux liés aux formes traditionnelles de rapports sociaux.

- 3 Le principal changement qui s'est opéré dans l'élevage est le passage d'une alimentation centrée sur l'exploitation des parcours, à une nourriture consistant en produits achetés ou cultivés (céréales, fourrages), où la pâture ne vient qu'en complément, quand les circonstances sont favorables. Quant au mode de vie, certains éleveurs continuent de vivre sous la tente, soit en déplaçant leur habitat avec les bêtes, soit en renouvelant les aires de pâtures autour d'un point fixe. D'autres se construisent dans la steppe une *barraqa* d'une ou deux chambrettes, d'autres encore se fixent dans un des douars installés depuis le début du siècle dernier aux abords de l'oued qui traverse la région, et d'autres enfin vont vivre en ville. Les mieux lotis gèrent de loin leur troupeau avec l'aide d'un berger salarié, mais les plus pauvres installent un de ces « élevages de ville » qui prolifèrent à Missour ou dans sa banlieue, comme dans ce village au nom évocateur de Lamraïr, (amertume), où s'entassent d'anciens nomades qui, ayant perdu leur troupeau, vivent de petits boulots et de quelques bêtes. Les transformations techniques des formes d'élevage entraînent un changement de « régime économique », dominé désormais par l'échange marchand. Les auteurs de l'ouvrage y associent un ensemble de questions relatives aux effets et aux conditions de ce passage, ainsi qu'aux formes que peut prendre à l'avenir le site.
- 4 L'aspect le plus proche, matériellement, des producteurs qui, désormais doivent être aussi des vendeurs – « Il faut vendre, il ne faut pas élever » affirme un éleveur, sans doute avec quelque nostalgie –, c'est l'organisation de la mise en marché. Le chapitre consacré au « Marché des ovins dans la région » (K. Allali, S. Dalil, M. Mahdi) montre, de façon très argumentée, que les conditions offertes ne sont pas favorables au développement de l'élevage ovin de la steppe. Cela tient aux difficultés de transport, dues au manque de véhicules et à la déficience des routes, mais aussi à l'état des lieux de transaction et, surtout, aux faibles possibilités des éleveurs de résister aux pressions des acheteurs, maquignons ou bouchers, qui réalisent des gains allant jusqu'à près de

80 % du prix d'achat. Dans ce chapitre, et surtout dans celui d'Anne-Marie Brisebarre consacré à *l'Aïd al-kabir*, les auteurs soulignent l'importance de cette période de fête, qui voit l'arrivée sur les marchés de particuliers, et notamment des maquignons, achetant pour l'approvisionnement des grandes villes. Pour assurer de meilleures conditions matérielles, sanitaires et économiques à cette fonction marchande des élevages d'aujourd'hui, les auteurs invoquent la nécessité de l'intervention de l'État.

- 5 Le foncier est un autre domaine, où se joue l'avenir des activités agropastorales de la région et où l'intervention de l'État est nécessaire, comme le souligne P. Bonte dans le chapitre déjà cité. Le développement des surfaces cultivées et la sédentarisation des élevages entraîne une pression pour la privatisation des terres collectives. La contribution de M. El Amrani et Z. Chattou, « Appropriation du foncier collectif par l'agriculture irriguée », décrit les formes d'appropriation et leurs effets à la fois sociaux et écologiques. On aborde ici l'un des phénomènes les plus inquiétants pour l'avenir des régions pauvres, à savoir l'aggravation des disparités entre les mieux placés, économiquement et socialement, et les autres. L'intérêt de ce chapitre ne réside pas évidemment dans la découverte de ce phénomène connu, mais dans l'analyse de ses formes propres et de ses enjeux spécifiques : la propriété du sol et la gestion de l'eau souterraine. Au sud du site, des agriculteurs étrangers à la région, médecins, ingénieurs agronomes, chefs d'entreprises industrielles, commerçants ou fonctionnaires, possèdent des exploitations de 15 à 600 hectares, consacrées principalement à des cultures pérennes – vigne, oliviers et autres fruitiers. Les moyens dont ces entrepreneurs agricoles disposent (ou ont disposé) pour s'assurer l'attribution légale de terres collectives « sèment l'insécurité du statut en vigueur » et poussent la masse de ceux qui ne peuvent pas assurer ou agrandir légalement leurs propriétés à le faire par d'autres moyens, que ce soit le déplacement des barrières ou le fait accompli de planter des cultures pérennes.
- 6 Le passage du collectif au privé, des surfaces de parcours à l'agriculture, et la modernisation de celle-ci, requièrent des moyens d'irrigation assurés par le forage de puits et le pompage. Les auteurs soulignent que ce développement, accéléré en particulier dans les grandes exploitations du sud de la zone, devrait inciter les acteurs locaux à se préoccuper de la gestion des ressources hydriques disponibles, et par là, des équilibres écologiques de la région. Qu'il s'agisse de la répartition sans contrôle de la terre ou de l'eau, dans les deux cas ce que les uns ont pu s'attribuer est perdu pour les autres. Cela vaut pour les oasis autant que pour la steppe, comme le montre le chapitre de Y. Cherrou, J.-P. Chassany et M. Mahdi sur « L'agriculture oasisienne et ses rapports avec la steppe » à partir d'une étude de cas sur une oasis proche de l'agglomération de Missour. Les auteurs classent les exploitations de l'oasis selon une typologie qui va des systèmes quasi-autarciques – seuls quelques fruits sont vendus, et les moutons sont consacrés exclusivement à l'autoconsommation – à des exploitants utilisant la steppe avec un berger rémunéré et vendant de la moitié aux trois-quarts du bétail produit. Ici aussi la lutte pour les terres (et pour l'eau) est inégale, au point que les auteurs, constatant « ce phénomène du groupe des "nantis" », se demandent si « les grands sont en train de "vampiriser" les petites exploitations familiales. Que se passe-t-il au niveau des exploitations moyennes ? »
- 7 La pluri-activité, très développée dans les exploitations de l'oasis comme dans celles de la steppe, compense-t-elle ce phénomène ? En fait c'est l'inverse qui se produit : les agriculteurs pluri-actifs se recrutent surtout parmi les grands, qui sont en majorité des

commerçants citadins, et qui réinvestissent leurs bénéfices, soit dans l'achat de logements urbains pour la location, soit dans l'acquisition de terrains, de droits d'eau ou des équipements.

- 8 Plusieurs des chapitres de cet ouvrage abordent, sous différents angles, les questions relatives aux dynamiques sociales à l'œuvre, au-delà des phénomènes en quelque sorte mécaniques qui viennent d'être évoqués. C'est une façon d'apporter des éléments de réponse à la question qu'on ne peut manquer de se poser : quelles sont pour le tissu social régional les capacités et les moyens de réagir à des mécanismes socioéconomiques qu'on est en droit de considérer comme inquiétants pour l'avenir de la région, en raison de leur action sur deux fléaux au moins : l'aggravation de la pauvreté et la dégradation des ressources naturelles. Les réponses se trouvent à la fois, dans l'évolution des fonctions et les recompositions des structures sociales, ainsi que dans les contributions éventuelles de certaines catégories de population. Sur ce dernier point, le rôle actuel des femmes dans la dynamique familiale et sociale, comme l'observent M. Mahdi, F. Zahid et W. Slaoui (« Femmes, statut et changement social »), est une sorte de passage obligé auquel ils souhaitent attribuer un autre statut. Mais si leur contribution, comme celle de M.S. Dechavannes et Z. Chattou sur les « Savoirs et savoir-faire des femmes rurales » de la région apporte des éclairages intéressants et documentés sur les activités quotidiennes des femmes et sur leurs statuts, on n'y décèle pas, hors de la famille ou en son sein, des contributions de poids pour l'avenir de la région.
- 9 Z. Chattou rend compte d'un travail sur un personnage emblématique, « le chômeur diplômé », produit du « désengagement de l'État ». Il donne à comprendre, de façon très fouillée, les façons dont ces chômeurs, hommes et femmes, d'un genre particulier, vivent leur situation, comment ils cherchent à s'en sortir et à trouver une place dans la société, et quels sont leurs espoirs d'avenir. Certains d'entre eux prennent leur place dans les activités agricoles ou pastorales de leurs familles. Mais ici non plus, rien ne permet de confirmer le rôle moteur qui leur est généralement attribué, au Maroc ou ailleurs, dans les sociétés agricoles et rurales.
- 10 La sédentarisation des nomades, le dépérissement de l'usage de la steppe chez les oasisiens, le changement des formes d'élevage se sont naturellement accompagnés de transformations normatives au sein des systèmes de relations. H. Rachik analyse cet aspect dans le chapitre « Comment disparaît une norme ». Dans les douars nomades les relations entre un « grand » entouré d'une clientèle de pauvres, ou entre éleveurs de statut équivalent, étaient réglés soit par la norme de la « charité » dans le premier cas, soit par celle du « contrat ». Le dépérissement de ces douars a entraîné l'obsolescence de ces normes et la construction d'un autre système fondé sur les notions – cohérentes avec le développement des échanges monétaires – de réciprocité et de rémunération. Schéma classique, qui présente ici l'intérêt de faire l'objet d'une observation empirique *statu nascendi*. De la même façon, comme l'observe M. Mahdi dans le chapitre consacré à l'émergence des nouvelles formes d'élevage, la conception commune de l'activité d'éleveur qui se construit dans ce milieu de « nomades déchus » est de plus en plus « assimilée à une activité commerciale et marchande ».
- 11 D'une façon plus générale ces phénomènes conduisent à la question de la définition des entités sociales actuelles, productrices de ces normes ou conceptions. Les réponses à cette question « concernent aussi la pertinence du choix d'une entité traditionnelle pour porter un projet de modernisation », selon les termes de M. Tozy dans sa

contribution au titre explicite : « Des tribus aux coopératives ethnolignagères », qui rend compte d'une expérience dans une région confrontée au même problème, dans l'est du Maroc. Les coopératives construites sur des bases lignagères, donc repérables pour l'ensemble des membres, assurent une meilleure maîtrise des appropriations individuelles des terres collectives, en constituant un lieu d'échanges et de négociations à un niveau plus pertinent que le douar ou la fraction tribale.

- 12 Reste enfin la question de l'aide que peuvent apporter les chercheurs et sous quelle forme. Elle est posée par J.-P. Chassany, dans le chapitre conclusif « Quelle place pour la recherche dans les processus de développement » où il souligne la nécessité d'appuyer tout projet de développement « sur un système d'interrelations, de circulation d'informations, de production et de reproduction de valeurs partagées ». « Mais ceci n'exclut pas, ajoute-t-il, de chercher à faire évoluer, si nécessaire dans un autre sens, la dynamique sociale locale, notamment lorsqu'il s'agira de répartir les droits d'accès aux ressources naturelles renouvelables. »